

**La LdH en appelle solennellement à toutes et tous. Il dépend de nous que la conception haineuse d'un « tous contre tous » soit mise hors débat, hors jeu électoral. Quelles que soient les convictions des un-e-s ou des autres sur les enjeux de l'emploi, de la protection sociale, du logement, notre devoir commun est de refuser de les laisser instrumentaliser par la désignation de boucs émissaires.**

Sachons débattre du « vivre ensemble » dans lequel nous voulons inscrire notre avenir. Sachons, ensemble, dénoncer toutes les agressions racistes, antisémites, xénophobes, commises à l'encontre de la devise – liberté, égalité, fraternité – qui fonde le pacte républicain.

**Il est donc fondamental de participer au vote, de voter et faire voter.**



Conception graphique : Pierre Bernard et Benoît Böhnke, 2014

Ligue  
des **droits de**  
**l'Homme**

FONDÉE EN 1898



**MA VILLE,**

*ma Vie,*

**JE LA VEUX**

*juste*

**C'est dans le débat démocratique que se construit le « vivre ensemble ».**

**Les élections municipales sont l'occasion pour les citoyen-ne-s de confronter leurs problèmes, l'analyse des maux qui travaillent la société française, de débattre avec les élu-e-s et les candidat-e-s. Porter des propositions de démocratie et de progrès, c'est bannir la haine du débat public.**

## La LdH : s'informer/adhérer

Rendez-vous sur <http://www.ldh-france.org/Adherer>  
envoyer ce bulletin à LdH 138 rue Marcadet 75018 Paris

Nom : ..... Adresse : .....

Prénom : .....

Mail : .....

Je souhaite adhérer à la LdH, et souscrire à ses statuts

 **LdH — Ligue des droits de l'Homme**  
138 rue Marcadet – 75018 Paris  
tél. 01 56 55 51 00  
[www.LdH-france.org](http://www.LdH-france.org)

Avec le soutien de  
 **OPEN SOCIETY**  
FOUNDATIONS

La police et la justice sont souvent critiquées. Elles ont besoin de réformes fondamentales.

Mais les choix politiques faits à l'échelon local sont aussi d'une importance capitale pour lutter contre les injustices, améliorer le quotidien, retisser du lien social. Cela passe par :

#### Repenser les voies de la légitimité de la police

La méfiance caractérise trop souvent les relations entre la population et la police. Elle est provoquée par la fréquence de contrôles d'identité au faciès, de palpations de sûreté et de menottages en public portant atteinte à la dignité. Des méthodes parfois musclées avec usage d'armes supposées non létales (flash-ball, Taser), le recours disproportionné au placement en garde à vue et aux poursuites pour outrage et rébellion persistent.

Cette situation appelle la mise en place d'outils et de procédures garantissant la sécurité et les droits des citoyen-ne-s, permettant à la police d'exercer les missions dans le respect des normes républicaines. Ainsi, la LdH soutient la création d'un récépissé de contrôle d'identité, dont le gouvernement n'a même pas tenté l'expérimentation. Il a préféré un nouveau Code de déontologie et un retour au matricule.

Malgré l'annonce de la fin de la politique du chiffre, le travail de la police n'a pas été vraiment amélioré. Les arrestations et poursuites de sans-papiers, ou les intimidations de celles et ceux qui les aident, se poursuivent. Le travail de la police de proximité n'a pas été réhabilité. La mise en place d'une police municipale vient trop souvent combler les carences d'une police nationale qui a abandonné

certaines de ses missions. La LdH invite à une meilleure formation des agents de police, au rappel des priorités en termes de lutte contre la délinquance et au renforcement des moyens du Défenseur des droits.

Les bonnes relations entre citoyen-ne-s et police sont l'affaire de toutes et tous. Les élu-e-s et leurs adjoint-e-s ont un devoir particulier de vigilance et d'action afin de s'assurer que nul ne subisse harcèlement, discriminations et injustices.

#### Permettre un accès au droit pour toutes et tous

La refonte de la carte judiciaire a éloigné la justice des justiciables. Les tribunaux sont devenus moins accessibles, qu'il s'agisse des juridictions dites de proximité ou des conseils prud'homaux. Or, l'accès au droit doit être égal pour toutes et tous, sans discriminations dues aux revenus ou au domicile. Cela passe par la mise en place de Maisons du droit ou de Points d'accès au droit. Cela nécessite aussi la simplification et la facilitation de toutes les démarches nécessaires au bénéfice des droits sociaux ou civiques dans les mairies. C'est, enfin, permettre de bénéficier de lieux de médiation et de résolution des conflits.

#### Refuser d'alimenter les peurs et les violences

Certain-e-s élu-e-s croient qu'il est de leur responsabilité d'accompagner des formes de justice privée, avec des initiatives du type « Voisins vigilants ». Il est au contraire décisif de garantir l'effectivité des droits et la bonne marche des services publics, plutôt que de favoriser la méfiance de « tous contre tous ».

# MUNICIPALES : NOTRE AFFAIRE !

C'est dans le débat démocratique que se construit le « vivre ensemble ». Les élections municipales sont l'occasion pour les citoyen-ne-s de confronter leurs problèmes, l'analyse des maux qui travaillent la société française, de débattre avec les élu-e-s et les candidat-e-s. Porter des propositions de démocratie et de progrès, c'est bannir la haine du débat public.

Pourtant, la démocratie peine à trouver sa vraie efficacité. Alors que l'économie souffre de la crise financière, que l'emploi – notamment industriel – se dégrade, que la justice fiscale est à l'arrêt, le sentiment prévaut que la parole des citoyennes et des citoyens est de peu de poids.

Ces enjeux sont largement surdéterminés par les choix politiques nationaux. Mais c'est aussi à l'échelle de nos villes que nous sommes confronté-e-s au déficit de représentation, à l'insuffisante prise en compte de la diversité, aux manques de perspectives offertes à la jeunesse, aux problèmes de logement et de santé, à la mise en concurrence des territoires, à la misère croissante...

C'est aussi à cette échelle qu'il nous faut dégager des solutions. Formuler des alternatives passe par un bon usage de la démocratie, singulièrement au plan municipal.

**C'est pourquoi la LdH entend porter dans le débat public des valeurs et des propositions qui servent l'intérêt général, basées sur la liberté, l'égalité et la fraternité.**

Il est d'autant plus important de le réaffirmer que les thématiques d'extrême droite, qu'elles soient portées par le Front national ou d'autres forces ou personnalités politiques, s'acharnent à dévoyer le débat public pour faire de l'étranger l'origine de tous nos maux.